

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 4 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21 janvier 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENGIE GREEN ROQUETAILLADE

Bâtiment le Triade II - CS 20756
215 rue Samuel Morse
34000 Montpellier

Références : UID11/66-C3-2026-032

Code AIOT : 0006605582

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 janvier 2026 dans l'établissement de la société ENGIE GREEN ROQUETAILLADE implanté 1 PIC DE BRAU Roquetaillade-et-Conilhac (11190). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENGIE GREEN ROQUETAILLADE
- 1 PIC DE BRAU 11190 Roquetaillade-et-Conilhac
- Code AIOT : 0006605582
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 28 aérogénérateurs) mis en service en 2001 en démantèlement.

Thèmes de l'inspection : Les dispositions relatives au chantier de démantèlement de l'arrêté préfectoral n° DREAL-UID11/66-C3-2023-012 du 13 janvier 2023 portant autorisation environnementale d'exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, sur le territoire de la commune de Roquetaillade-et-Conilhac (11), par la société ENGIE GREEN FRANCE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Chantier	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.1	Sans objet
2	Chantier	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.3	Sans objet
3	Chantier	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.4	Sans objet
4	Chantier	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.1	Sans objet
5	Chantier	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.3	Sans objet
6	Chantier	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.6	Sans objet
7	Chantier	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.6	Sans objet
8	Chantier	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte toutes les dispositions réglementaires contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Informations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors du démantèlement ou de la construction du parc éolien, le guichet de la DGAC devra être informé, par courrier électronique, de la date de levage des éoliennes, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautiques à caractère permanent. Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration sera formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bd@aviation-civile.gouv.fr.</p> <p>L'exploitant informe également la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon-de-Provence Division environnement aéronautique - Base aérienne 701 ainsi que la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud située à Blagnac (31) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ; • pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises). <p>L'exploitant informe par courrier le SDIS de la date d'ouverture du chantier, puis de la date de</p>

mise en service du parc éolien.
Constats : L'exploitant a fourni les justificatifs : <ul style="list-style-type: none"> • des informations de la DGAC faites le 03/10/2025, le 08/12/2025 et le 19/01/2026 (levage), • de l'information de l'armée faite le 06/10/2025, • de l'information du SDIS faite le 06/10/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.3
Thème(s) : Autre, Période intervention
Prescription contrôlée : <p>Afin de préserver les espèces, les travaux de débroussaillage sont autorisés uniquement entre le 15 septembre et fin novembre.</p> <p>Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces, tous les travaux liés à la construction et au démantèlement des éoliennes (décapage, terrassement...) sont interdits en phase de reproduction, soit du 1er avril au 31 juillet.</p> <p>Les travaux de finalisation des aménagements (livraison, montage des éoliennes, raccordement inter-éolienne, réalisation et destruction des fondations par exemple) peuvent être réalisés sans contrainte de calendrier, en intervenant strictement dans les emprises préalablement terrassées ou décapées et en continuité dans le temps des opérations de libération des emprises visées à l'alinéa ci-dessus. Si ces travaux ne pourraient être réalisés dans ces conditions, l'exploitant doit faire valider les nouvelles périodes de travaux par l'inspection des installations classées après passage par un écologue afin de s'assurer que certaines espèces protégées n'ont pas recolonisé le site concerné.</p> <p>En cas de situation exceptionnelle, une modification de ces périodes pourra être demandée par l'exploitant sur justification d'un écologue et validation par l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la date de chantier deux mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date.</p> <p>Une copie de la déclaration d'ouverture des travaux est adressée préalablement à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>La déclaration d'ouverture de chantier a été faite par courrier en date du 30 octobre 2025. Le chantier a débuté le 3 novembre 2025. La fin du chantier de démantèlement est prévue pour fin mars 2026.</p> <p>Les comptes-rends de l'écologue reprennent l'ensemble des informations relatives au chantier et au respect des périodes autorisées pour les travaux liés au démantèlement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.4
--

Thème(s) : Autre, Encadrement travaux

Prescription contrôlée :

L'exploitant utilise des documents de planification environnementale de travaux et son suivi de chantier : par exemple la notice de respect de l'environnement, le schéma d'organisation de la protection et du respect de l'environnement, le plan de respect de l'environnement ou plan d'assurance environnement ou autre documents équivalents.

Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :

le contexte environnemental du projet ;

la situation géographique de zones à risques ou à enjeux ;

les exigences du maître d'ouvrage et du projet auprès de ou des entreprises ;

l'organisation générale du chantier ;

les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues ;

l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables au projet ;

les moyens de lutte contre la pollution ;

le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle ;

le plan de circulation des engins ;

la gestion et le suivi de l'élimination des déchets relatifs au chantier (élimination via les filières dédiées autorisées...),

les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire ;

la sensibilisation, la formation, le contrôle interne, la remise en état du site avec la terre végétale récupérée...).

Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.

L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un écologue compétent ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article 3.3.1 du présent arrêté. Ce dernier est chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle environnemental (flore, faune, déchets, prévention des pollutions...) et de vérifier la mise en œuvre des prescriptions prévues par les documents de planification environnementale.

Ces documents pourront être transmis à l'inspection des installations classées sur simple demande.

Constats :

L'exploitant a fourni les documents suivants :

- le document intitulé " Définition des enjeux écologiques préalables au chantier de démantèlement du parc éolien de Roquetaillade et de Conilhac-de-la-Montagne (Aude) et recommandations " réalisé par le bureau d'études INDDIGO d'octobre 2025, répondant aux points 1, 2 et 5,
- le livret d'accueil, répondant aux points 3, 4, 7, 8, 10 et 12,
- les plans masse du chantier répondant au point 5 et 9,
- un tableau reprenant l'ensemble des prescriptions réglementaires concernant la phase chantier et plus spécifiquement le démantèlement, répondant au point 6,
- un document relatif aux moyens de lutte contre la pollution, répondant au point 7 et 8,
- une note sur la gestion des espèces envahissantes rédigées par le bureau d'études

<p>INDDIGO, répondant au point 11,</p> <ul style="list-style-type: none"> • une note concernant la gestion des déblais-remblais, répondant au point 12. <p>Il est à noter que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des bennes pour le tri des déchets étaient en place lors de la visite, • l'exploitant a fourni l'ensemble des comptes-rendus de l'écologue, le bureau d'études INDDIGO.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture et Balisage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le balisage des zones à protéger dans l'emprise du chantier est effectué par un écologue durant toute la phase de chantier et durant les périodes de démontage en cas d'arrêt définitif ou partiel du parc afin de les identifier clairement. Il concerne notamment : les stations d'espèces protégées et patrimoniales repérées en amont, les habitats naturels d'intérêt (pelouses) proches des pistes, des plate-formes et des tranchées.</p> <p>Un écologue intervient pour baliser toutes les stations d'espèces protégées et patrimoniales repérées en amont notamment et notamment les habitats naturels d'intérêt (pelouses) proches des pistes, des plate-formes et des tranchées afin de les identifier clairement. Des mesures spécifiques de préservation environnementale peuvent, à ce stade, être rajoutées dans les documents visés à l'article 2.3.4 du présent arrêté.</p> <p>Une cartographie lisible des zones balisées doit être disponible sur demande de l'inspecteur des installations classées pendant toute la durée du chantier ainsi que les zones prévues pour le stockage du matériel, le dépôt des matériaux, le poste de livraison et les plateformes de manutention.</p> <p>Les prestataires de travaux et les équipes de l'entreprise doivent être responsabilisés au strict respect de ce balisage qui doit être robuste (résistance au vent).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tous les comptes-rendus de l'écologue, le bureau d'étude INDDIGO, • une carte du balisage des enjeux flore réalisée par le bureau d'étude INDDIGO suite à la visite pré-chantier. <p>Le balisage des enjeux flore est contrôlé par l'écologue lors de ses passages sur site et suivi dans les comptes-rendus de l'écologue.</p> <p>Les prestataires ont été sensibilisés en début de chantier au respect du balisage par l'écologue. Lors de la visite, il a pu être constaté que le balisage était robuste (ruban pour clôture électrique).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.3
Thème(s) : Autre, Déblais/remblais
Prescription contrôlée :

Le terrain naturel d'assiette du projet est conservé au plus près ou modelé afin de se raccorder harmonieusement au site d'accueil. Les talus seront ensuite laissés à la reconquête végétale naturelle pour éviter d'introduire des essences non adaptées voire invasives.

Les câbles électriques seront enterrés au droit des accès afin de réduire les surfaces de terres remaniées. Toutes les dispositions sont prises pour que les écoulements souterrains et superficiels soient maintenus, notamment lors de la mise en place des pistes et des accès, ou lors de l'enfouissement des lignes électriques (par exemple mise en place de buses sur les chenaux d'écoulement des eaux superficielles).

Les rémanents des coupes d'emprise des pistes d'accès et des aires de grutage seront broyés avant le début des travaux de terrassement afin d'éviter la formation d'andains.

Au cours du chantier, le décapage de la terre se fera de façon sélective en évitant le mélange avec les couches stériles sous-jacentes. Elle sera utilisée pour recouvrir les aires de levage, les fondations des éoliennes, les pistes d'accès, les tranchées de raccordement au réseau électrique. Pour toutes les surfaces décapées, la couche humifère sera conservée séparément en andains non compactés (stockés en tas de moins de 2 mètres de hauteur) pour une réutilisation en fin de travaux lors de la remise en état des terrains. Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés seront évacués vers un centre de stockage dûment autorisé.

Le terrassement des tranchées pour les liaisons électriques enterrées se fera selon les étapes suivantes :

- décapage et mise en dépôt de la terre végétale,
- remblayage et compactage des tranchées avec les matériaux extraits,
- épandage sans bourrelet de la terre végétale,
- évacuation des matériaux en excès.

Les zones de stockage de la terre excavée sont implantées dans le périmètre du chantier à l'écart des passages des engins, ne doivent présenter aucun intérêt écologique et être suffisamment éloignées de toute zone humide ou habitat naturel d'intérêt (pelouse). Le plan de circulation des véhicules est organisé pour éviter que les engins de chantier ne circulent sur des sols en place mais uniquement sur des pistes ou des zones aménagées. La cartographie des différents volumes stockés ou à stocker devra être disponible sur demande de l'inspecteur des installations classées. Les mesures devront permettre la reconstitution spontanée de la strate herbacée après la phase de travaux. Si nécessaire, la réalisation des ensemencements, à partir d'espèces autochtones, sera effectuée.

Les apports de terres extérieures au site sont interdits sauf à démontrer l'absence de risques de propagation d'espèces envahissantes.

Le pied des éoliennes est recouvert d'une surface engravillonnée de couleur claire.

Constats :

L'exploitant a fourni les justificatifs suivants :

- alinea 1 : les plans de masse et comptes-rendus de l'écologue,
- alinea 2 : sans objet car uniquement démantèlement de l'ancien parc,
- alinea 3 : les travaux du chantier de démantèlement n'ont pas engendré de rémanents,
- alinea 4 : la gestion des terres excavées est suivie par l'écologue et les conclusions sont tracées dans les comptes-rendus,
- alinea 5 : sans objet car uniquement démantèlement de l'ancien parc,
- alinea 6 : les plans de masse mentionnent les zones de stockage qui répondent aux dispositions de l'alinea ; l'exploitant a fourni un bilan provisoire à la date de la visite des terres excavées,
- alinea 7 : le chantier de démantèlement n'a nécessité aucun apport de terres extérieures,

- alinea 8 : sans objet car uniquement démantèlement de l'ancien parc.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.6

Thème(s) : Autre, Suivi écologue

Prescription contrôlée :

Des écologues compétents (flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier) et ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article 3.3.1 du présent arrêté sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures décrites ci-dessous. Ils ont pour mission de vérifier la mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.

Les coordonnées de ces écologues seront mises à disposition de l'inspection des installations classées, dès leur désignation par l'exploitant, ainsi que le calendrier de leur intervention sur le chantier

Les suivis par les intervenants en phase chantier sont les suivants :

un passage, 10 jours avant le démarrage des travaux, afin :

de baliser les zones sensibles (gîtes potentiels, nids, stations de flore remarquable et protégées, habitats d'intérêt...) pour pouvoir informer et sensibiliser le personnel du chantier,

de définir les emplacements des pierriers en faveur des reptiles,

de vérifier l'absence de chauves-souris dans les arbres devant être abattus autour de l'éolienne existante E28 ;

Un rapport détaillant les observations et proposant des recommandations sera transmis à l'exploitant une semaine avant le démarrage des travaux et tenu à disposition de l'inspection des installations classées ;

une périodicité hebdomadaire durant les phases d'aménagement (travaux de débroussaillage, terrassement, génie civil) et de libération des emprises. Chaque passage fera l'objet d'un rapport de constat et de recommandations qui sera transmis à l'exploitant dans un délai maximum de trois jours après intervention et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de phase critique du chantier sur le plan environnemental, les écologues devront être présents sur toute la durée de cette phase.

Constats :

L'exploitant a missionné le bureau d'études INDDIGO, compétent en écologie, pour suivre le chantier de démantèlement.

Les coordonnées ont été mises à disposition du service de l'inspection des installations classées en début de chantier.

Les suivis ont été réalisés conformément aux fréquences réglementaires et font l'objet d'un compte-rendu spécifique.

Il est à noter notamment qu'aucun pierrier en faveur des reptiles n'a été déplacé et qu'aucun arbre n'a été abattu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.6
Thème(s) : Autre, Suivi écologue
Prescription contrôlée : Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale était repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans le dossier déposé ou si un problème sur l'environnement était soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent immédiatement l'exploitant. Ce dernier transmet dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les solutions appropriées.
Constats : Le jour de la visite, l'écologue, qui suit le chantier, a indiqué qu'aucune espèce protégée ou patrimoniale n'avait été repérée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.6
Thème(s) : Autre, Suivi écologue
Prescription contrôlée : Lors des travaux de démantèlement et de construction, l'exploitant mets en place les mesures suivantes afin de limiter le risque de prolifération des espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) : Avant le démarrage du chantier, il s'agira de repréciser les conditions de présence de ces espèces au niveau des emprises des travaux. Cet état des lieux sera effectué dans le cadre du suivi environnemental du chantier. En cas de présence d'une EVEE confirmée au niveau des emprises des travaux, l'exploitant met en œuvre les moyens de lutte nécessaires, selon les méthodes mécaniques ou biologiques les plus efficaces au moment de la période du chantier, en fonction de l'évolution des connaissances, en évitant toute utilisation de produit phytosanitaire et en s'inspirant des recommandations existantes.
Constats : Le jour de la visite, l'écologue, qui suit le chantier, a indiqué qu'aucune espèce végétale exotique envahissante (EVEE) n'avait été repérée. Il est à noter que néanmoins une note a été réalisée par l'écologue concernant la gestion des EVEE.
Type de suites proposées : Sans suite